

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 19 JUIN 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Les faits – Partie II – L'énigme de la consommation

« Je ne sais pas quel sera le taux de chômage en 2028, mais je peux vous garantir qu'il sera entièrement attribué à l'IA par le public américain et de nombreux politiciens opportunistes! »

- Daron Acemoglu, économiste lauréat du prix Nobel

Le fil conducteur : Une bonne partie des questions que nos clients et collègues nous ont posées au cours de nos récents déplacements concernent la consommation. Elles touchaient de nombreux aspects, comme les perspectives d'emploi, la situation financière des ménages, leur propension à continuer de consommer (et leurs moyens), le déclin de la confiance, le fossé grandissant entre les riches et les pauvres et l'impact de l'IA. L'article de cette semaine aborde tous ces points et les relie pour dresser un portrait cohérent.

L'influence de la consommation

La consommation, qui génère près des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis et plus de la moitié du PIB du Canada, figure tout naturellement au cœur des discussions sur le dynamisme de l'économie. Un éventail de statistiques (p. ex., demandes hebdomadaires de prestations d'assurance-emploi, ventes au détail, taux de chômage et indice des prix à la consommation) décortiquent chaque tendance, de sorte que les investisseurs y sont très sensibles.

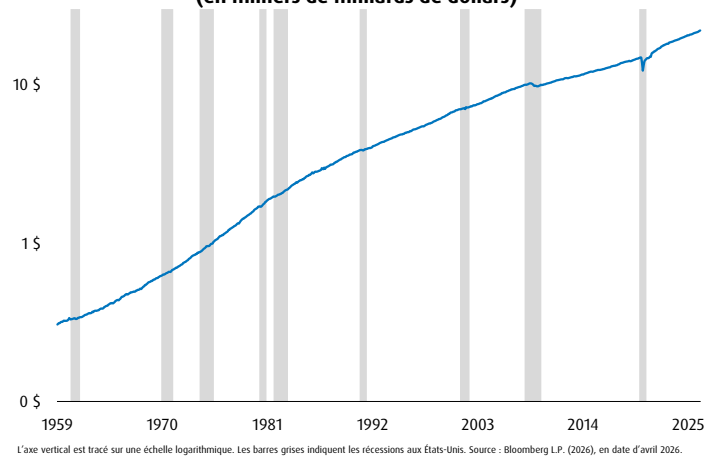
Pourtant, les actions du secteur de la consommation représentent un très faible pourcentage de la plupart des principaux indices boursiers. Cela montre encore une fois que l'économie n'est pas le marché, et vice versa. Ainsi, la pondération des produits de première nécessité et de la consommation de base au sein de l'indice S&P 500 n'est que de 15 %, tandis que celle des technologies et des services de communications dépasse 48 %. Les pondérations dans l'indice TSX sont de 6 % pour la consommation, 45 % pour l'énergie, les matières premières et l'industrie, 35 % pour les services financiers et seulement 7 % pour la technologie. Comprendre ces disparités est important si l'on veut estimer l'incidence que la consommation devrait avoir sur la progression du marché (en particulier par rapport à la vigueur à long terme que tous les segments des technologies affichent durant cette période de construction d'infrastructures et d'essor de l'IA).

Q. : L'abordabilité était un sujet brûlant, avant même que le prix de l'essence grimpe de près de 50 % en raison du conflit avec l'Iran. Redoutez-vous une récession induite par une chute de la consommation?

R. : Les médias financiers consacrent beaucoup de temps aux craintes d'un éventuel ralentissement de la consommation des ménages. Cependant, l'histoire montre qu'en général, les ménages gardent rarement leur porte-monnaie fermé pendant longtemps. En fait, après un repli marqué (mais bref) au début de la pandémie, la consommation s'est accélérée et n'a cessé de grimper. Cette hausse découle peut-être en partie de la montée de l'inflation durant cette période. Cependant, elle pourrait aussi s'expliquer par les nombreuses mesures de relance budgétaires mises en œuvre pendant la pandémie dans le but d'éviter un recul plus soutenu de l'économie.

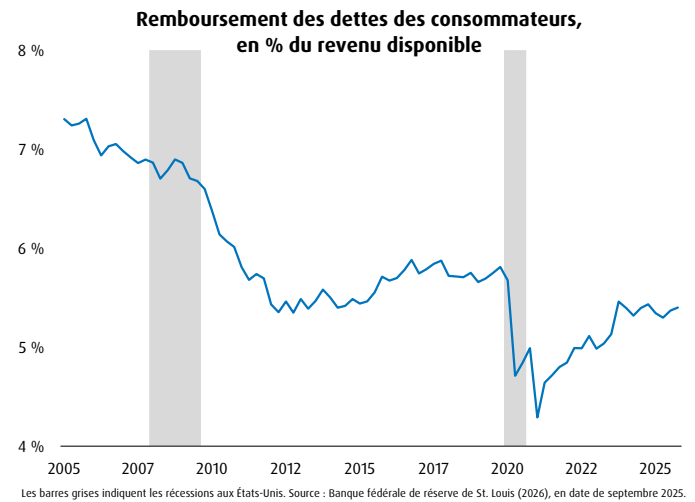
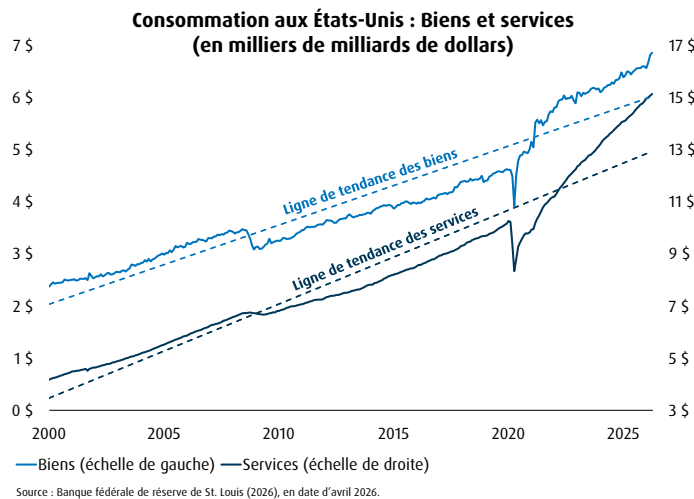
Les dépenses totales s'écartent rarement très longtemps de leur trajectoire modérément haussière. Par contre, ce que les ménages achètent peut varier considérablement. Ces changements ont une incidence directe sur des sociétés et des sous-secteurs précis. Comme leur budget est comprimé par la hausse des prix à la pompe, les ménages pourraient bien réduire leurs dépenses dans d'autres domaines, comme les sorties au restaurant.

Dépenses personnelles de consommation
(en milliers de milliards de dollars)



L'axe vertical est tracé sur une échelle logarithmique. Les barres grises indiquent les récessions aux États-Unis. Source : Bloomberg L.P. (2026), en date d'avril 2026.

La réorientation des dépenses au détriment des services et en faveur des biens a été particulièrement (et naturellement) marquée au début de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les deux secteurs ont rebondi avec le temps et les mesures de relance budgétaires se sont accumulées dans l'ensemble du système. Les données sur la consommation des ménages publiées cette semaine ont été plus vigoureuses que prévu par la plupart des stratèges, et ce, dans un large éventail de catégories, et pas seulement dans celle des stations-service, soulignant que la consommation demeure un moteur de l'économie sur lequel on peut compter.

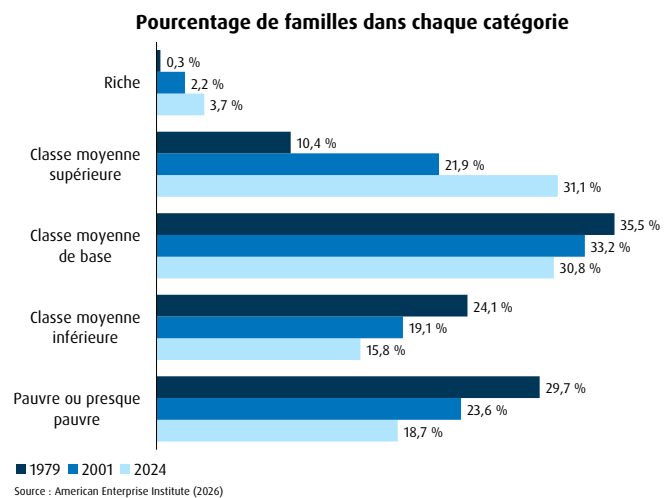
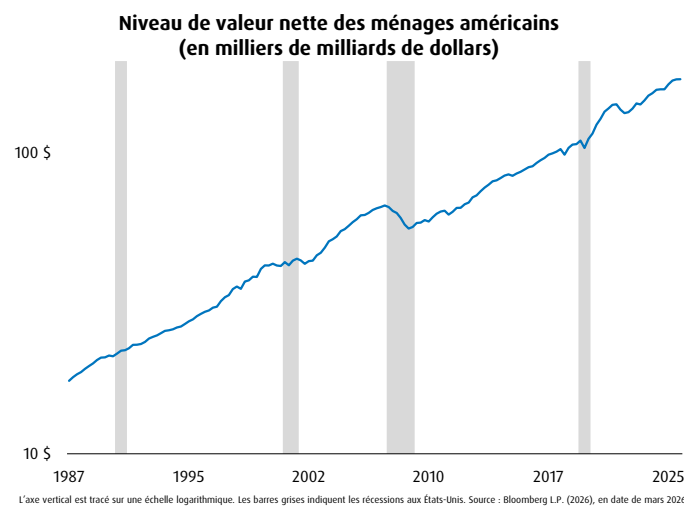


Q. : La situation financière des ménages commence à donner des signes de tensions. Pendant combien de temps encore la consommation pourra-t-elle garder son rythme?

R. : Bien qu'il soit difficile d'en avoir une idée d'après les manchettes, les mesures de confiance des consommateurs ou les mythes dominants, la situation financière des ménages est en fait globalement assez saine. Certes, beaucoup n'ont pas cette impression, étant donné que les prix de presque tous les biens ont considérablement augmenté par rapport à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Aux États-Unis, les remboursements plus importants, gracieuseté de la One Big Beautiful Bill Act promulguée l'an dernier, ont contribué à atténuer en partie le choc de la hausse des prix de l'énergie. (Encore une fois, ce sont des données globales; l'incidence a assurément varié selon les personnes.) La valeur nette totale des ménages a atteint un sommet historique (et représente le double de ce qu'elle était au début de la pandémie). Les soldes des cartes de crédit et les arriérés ont augmenté graduellement, mais il s'agit d'une progression modeste vers les moyennes à long terme, après que la crise financière mondiale a ramené tous les montants à zéro. Le service de la dette en pourcentage du revenu disponible conforte cet avis (voir les graphiques).

Q. : Dans quelle mesure l'économie en forme de K est-elle préoccupante?

R. : Il peut être difficile de bien comprendre la situation. Un article récent de Bloomberg illustre certaines incohérences dans les différentes séries de données qui tentent de déterminer le pourcentage de richesse détenu par la tranche supérieure ou le pourcentage de ses dépenses. Par exemple, on dit souvent que les 10 % les plus fortunés représentent près de 50 % des dépenses, alors que selon d'autres mesures, cette part est inférieure à 40 %ⁱⁱ. En fait, bon nombre des statistiques ne sont pas ajustées en fonction de l'impôt (les taux d'imposition peuvent avoisiner 45 % à 50 % pour ceux qui vivent dans les États où l'impôt est le plus élevé). Ainsi, une autre série de statistiques produite par l'American Enterprise Institute montre une croissance au fil du temps pour les ménages à revenu moyenⁱⁱⁱ.



Que ce soit 40 % ou 50 %, une minorité de personnes effectuent la vaste majorité des dépenses, une situation accentuée par les récents PAPE médiatisés (p. ex., SpaceX et Cerberus). Des anecdotes sur la pénurie de propriétés de plusieurs millions de dollars dans des quartiers élitistes de la baie de San Francisco et de la Silicon Valley donnent aux gens l'impression que tout le monde s'enrichit sauf eux, et suscitent la consternation ailleurs. La déconnexion de la classe aisée n'est pas un phénomène qui se limite aux États-Unis. Le personnel de Samsung Electronics, la plus grande société sud-coréenne, a récemment menacé de faire grève si la société ne mettait pas sur pied un régime de participation aux bénéfices excédentaires. Une fois fait, d'autres travailleurs du pays ont commencé à manifester pour obtenir leur part^v.

Curieusement, alors que certains travailleurs de l'industrie gagnent des salaires à huit chiffres, des emplois bien rémunérés du secteur de la technologie (p. ex., ingénieurs, programmeurs) sont supprimés en grand nombre, les entreprises de ce secteur étant à l'avant-garde de l'adoption de l'IA. Selon un site qui en fait le suivi, les licenciements dans le secteur des technologies représentent 900 emplois par jour depuis le début de l'année, contre près de 675 par jour l'an dernier^{vi}. Des centaines de milliers d'emplois dans le secteur des technologies ont été supprimés au cours des quatre dernières années. Pourtant, l'emploi dans son ensemble se porte étonnamment bien.

Q. : Bien qu'ils aient le moral en berne, les consommateurs continuent de dépenser. Pourquoi? Comment?

R. : En plus de l'inquiétude relative décrite ci-dessus, une confluence d'événements (accélération des départs à la retraite des baby-boomers, changements dans les stratégies d'immigration, transformations de l'industrie induites par les politiques) influe sur le climat des affaires, avec des répercussions sur l'embauche et le maintien en poste. Le déploiement concomitant de l'IA, de la robotique, de l'automatisation des usines et des véhicules autonomes a touché (ou touchera bientôt) pratiquement tous les aspects de l'épine dorsale de l'infrastructure mondiale. Les humains s'adaptent mal au changement, surtout lorsqu'il est généralisé, rapide et que rien n'y échappe. Il engendre un grand stress qui, de toute évidence, assombrit le point de vue que les gens expriment dans les divers sondages sur la confiance (Université du Michigan et Conference Board). En revanche, les personnes qui ont un emploi dépensent, et les chiffres de l'emploi sont stables, malgré le nombre de changements politiques et technologiques qui leur sont imposés. Les données de ces derniers mois ont laissé entendre que l'emploi pourrait bien se raffermir, ce qui est de bon augure pour les dépenses, qui devraient se poursuivre grâce à de solides bases. Les recettes fiscales et les réinvestissements provenant de tous ces nouveaux millionnaires pourraient donner un coup de pouce supplémentaire.

Q. : Les préoccupations entourant l'IA explosent. Les entreprises rendent l'IA accessible, mais n'enseignent pas aux gens comment l'utiliser. Le rythme est si rapide que la réglementation et les questions d'équité ne sont pas abordées. Que peuvent faire les travailleurs pour se protéger?

R. : L'IA arrive, que nous soyons prêts ou non. À l'échelle mondiale, des pays entiers (en particulier la Chine et de nombreuses économies d'Asie du Sud-Est dominées par la technologie) se livrent à une course effrénée. Pourtant, le public est très sceptique (et peut-être très inquiet). Un sondage de NBC mené plus tôt ce printemps a révélé que l'IA avait un taux d'approbation inférieur à celui de l'agence américaine Immigration and Customs Enforcement (ICE)^{vi}. Les chefs d'entreprise nous ont dit et répété qu'ils ont désespérément besoin de personnes capables de surmonter le chaos lié au changement et de les aider à démêler les nouveaux processus et procédures. Ces adeptes de la première heure, ou mentors inversés, obtiennent des sièges aux tables où l'avenir se décide.

Les premiers relevés indiquent que le déploiement de l'IA au sein des équipes mène à une réflexion multidisciplinaire. Autrement dit, les employés réfléchissent de manière décloisonnée et apprennent à travailler selon un niveau plus élevé de pensée stratégique. Cela crée également de nouvelles occasions pour ceux qui peuvent intégrer des mesures dans plusieurs segments d'activité et aider leur clientèle à prendre du recul. L'IA excelle dans l'analyse de tonnes de données complexes afin d'en dégager les tendances; c'est le type de tâche intensive, nécessitant beaucoup de mémoire, mais peu d'intelligence qui peut amener le cerveau humain à mourir d'ennui. À l'inverse, les humains ont des compétences sociales et stratégiques en matière de vision, ainsi qu'une capacité à créer des nuances et une créativité que l'apprentissage machine ne possède pas (du moins pour le moment). Les penseurs non linéaires devraient s'épanouir, tout comme ceux qui possèdent de solides compétences interpersonnelles et qui savent communiquer. Malgré tous les propos alarmistes au sujet de sa rapidité, le changement est probablement plus graduel et marginal qu'on le croit, compte tenu du manque de souplesse des processus institutionnels (et d'une foule d'autres facteurs). Le recul que nous aurons dans trois, cinq ou dix ans sera incroyable. Nous ne pouvons pas nous attendre à avoir une vue d'ensemble complète d'ici vendredi prochain.

Q. : Que peut-on faire pour éviter l'angoisse que suscite l'IA?

R. : Pour les travailleurs, lancez-vous, sortez de votre zone de confort et donnez-vous des défis. Les employeurs et les dirigeants d'entreprise nous répètent sans cesse qu'ils recherchent désespérément des gens prêts à foncer. Personne ne s'attend à la perfection. On sait que ce sera chaotique. Il vous a fallu plusieurs chutes pour apprendre à marcher; vous en avez tiré des leçons ancrées dans la mémoire musculaire, l'équilibre et les voies neuronales. Nous entrons tous dans une nouvelle époque et un nouvel endroit – il s'agit de notre affectation enrichie collective.

Les sociétés pourraient quant à elles envisager d'offrir intentionnellement de la formation sur la nouvelle technologie ou une mise à niveau des compétences. Microsoft a récemment annoncé un programme de formation de cinq semaines donnant lieu à un certificat pour outiller les gens afin qu'ils puissent travailler à la construction de centres de données. Les diplômés ont la garantie de travailler dans un centre de données.

Répercussions pour les investisseurs

Bien que les manchettes puissent laisser croire le contraire, les consommateurs ont un emploi et dépensent de façon sélective. Cette économie continue de faire tourner les roues d'un système qui connaît une longue transformation, créant des occasions pour les entreprises et les personnes prêtes à participer au changement. Certes, le dynamisme peut entraîner une volatilité temporaire à mesure que les entreprises adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux processus. Cependant, au bout du compte, cela devrait se traduire par une croissance continue et une amélioration des marges pour un groupe de plus en plus large de sociétés capables et désireuses de se doter des nouvelles technologies.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

Cette semaine

Le nouveau président de la Réserve fédérale (Fed) prend les commandes – L'ère de Kevin Warsh semble marquer le début d'une période de changement à la Fed, car le nouveau président paraît prêt à remanier la politique de communication, la composition du bilan et la collecte de données. Un énoncé de politique considérablement abrégé a mis en évidence le fait que les investisseurs devraient s'attendre à moins de renseignements de la Fed sous sa nouvelle direction. M. Warsh estime que le fait de mettre moins l'accent sur ce que la Fed pourrait faire ou ne pas faire permettra aux marchés financiers de se concentrer sur les facteurs que les investisseurs jugent les plus importants, ce qui, à son tour, aidera la Fed dans son processus décisionnel. Le Federal Open Market Committee a convenu à l'unanimité de maintenir les taux directeurs à leur niveau actuel de 3,5 % à 3,75 %. Neuf des 18 dirigeants de la Fed qui ont soumis des prévisions de taux directeurs prévoient qu'il pourrait être nécessaire de relever les taux, tandis que M. Warsh a choisi de s'abstenir. Les dirigeants de la Fed ont également considérablement augmenté leurs prévisions d'inflation selon les dépenses personnelles de consommation (DPC) pour la fin de l'année 2026; l'estimation médiane est passée de 2,7 % en mars à 3,6 %. Il s'agissait d'une orientation plus ferme que ce que le marché avait prévu. Les marchés boursiers et obligataires ont, en réaction, perdu du terrain. M. Warsh a souligné que le « graphique à points » des projections était fait au crayon plutôt qu'au stylo et qu'il n'engage pas la Fed à suivre une trajectoire politique préétablie. L'inflation est supérieure à la cible depuis plus de cinq ans, et M. Warsh a une fois de plus réitéré son point de vue selon lequel l'inflation est un choix. Il a dit que, sous sa direction, la Fed maintiendrait l'inflation dans une fourchette qui commence par deux. Cela signifie qu'il serait ouvert à une augmentation du taux directeur. Même le président Donald Trump a reconnu mercredi que la Fed pourrait devoir ajuster ses taux directeurs à la hausse cette année. M. Warsh a qualifié d'« échos de l'histoire » les données actuellement utilisées par les dirigeants de la Fed. Un groupe de travail a été mis sur pied pour évaluer les meilleures sources de données, les meilleures pratiques de collecte et les meilleurs outils d'analyse utilisés par le secteur privé afin de déterminer des façons potentielles d'améliorer la prise de décision en temps réel des dirigeants de la Fed. Le principal point à retenir à court terme est que les dirigeants de la Fed semblent considérer l'inflation comme généralisée et plus persistante que prévu. À long terme, M. Warsh veut libérer les investisseurs de leur dépendance aux prévisions de la Fed et les orienter vers les données fondamentales sous-jacentes du marché et de l'économie.

Ventes au détail globales aux États-Unis – Les ventes au détail aux États-Unis ont augmenté de 0,9 % sur un mois en mai. Ce résultat était supérieur aux prévisions médianes de 0,6 % des économistes. La hausse des prix à la pompe a contribué à faire grimper le chiffre global. Les ventes au détail, hors essence et automobile, ont progressé de 0,5 %, ce qui est tout de même supérieur aux prévisions consensuelles de 0,3 %. Le groupe de contrôle des ventes au détail, qui, après les exclusions, correspond davantage aux DPC utilisées dans les rapports sur le PIB, a augmenté de 0,72 % par rapport aux prévisions consensuelles de 0,4 %. Les économistes se concentrent sur le groupe de contrôle, mais le chiffre global représente mieux l'activité quotidienne des consommateurs. En mai, 11 des 13 catégories du commerce de détail et de la restauration ont connu une croissance par rapport aux niveaux d'avril. Comme on pouvait s'y attendre, les prix de l'essence ont mené le bal : les dépenses ont augmenté de 3,4 % sur un mois et de 26,5 % sur 12 mois. Les trois catégories de l'essence, de l'automobile et du commerce électronique ont représenté 84 % de l'augmentation des dépenses de détail globales. Bien que les ventes en ligne aient été solides, les ventes dans les grands magasins ont reculé de 0,3 % sur un mois, et celles dans les magasins

d'appareils électroniques et d'électroménagers ont chuté de 0,5 %. Ces données se démarquent particulièrement, car les températures plus élevées soutiennent traditionnellement une amélioration relative de l'achalandage dans les magasins traditionnels. Les établissements servant de la nourriture et de la boisson ont également vu leurs dépenses diminuer par rapport aux niveaux d'avril, malgré l'amélioration des conditions météorologiques en mai. La hausse des remboursements d'impôt a aussi stimulé le revenu disponible. La récente baisse des prix de l'essence devrait contribuer à soutenir le revenu disponible, et un marché de l'emploi solide devrait continuer de fournir un contexte favorable à la consommation des ménages.

Les ventes de maisons au Canada ont rebondi – Après désaisonnalisation, les ventes de maisons au Canada ont augmenté de 5,5 %, mais étaient toujours en baisse de 5,1 % sur 12 mois. Les ventes de logements demeurent faibles dans la région du Grand Toronto, le sud-ouest de l'Ontario et la Colombie-Britannique. Le prix de référence national des logements était toujours en baisse de 3,9 % par rapport à il y a un an, mais certains marchés commencent à sembler moins difficiles dans les derniers jours du printemps. Les nouvelles inscriptions ont reculé de 1 % au cours du mois, et de 7,9 % par rapport à il y a un an, ce qui contribue à maintenir l'équilibre du marché dans son ensemble. Comme la Banque du Canada reste sur la touche pour le moment, il est peu probable que les acheteurs de maisons obtiennent un répit important en ce qui concerne les taux hypothécaires.

Les prix du pétrole à l'échelle mondiale soutiennent l'amélioration de la confiance – Les prix du pétrole ont chuté à la suite de l'annonce de la réouverture du détroit d'Ormuz – dans le cadre d'un accord plus large entre les États-Unis et l'Iran visant à prolonger le cessez-le-feu actuel et à entamer des négociations plus poussées. Les prix de l'essence ont fait de même; le prix moyen de l'essence à l'échelle nationale est passé d'un sommet de 4,39 \$ le gallon à moins de 4,00 \$. Le sondage préliminaire de juin de l'Université du Michigan a indiqué que la baisse des prix de l'essence était l'un des facteurs qui ont contribué à une amélioration de 9 % de la confiance des consommateurs. Un récent sondage de Reuters/Ipsos révèle que l'optimisme à l'égard des pourparlers visant à résoudre le conflit au Moyen-Orient et la baisse potentielle des prix de l'essence ont fait grimper légèrement le taux d'approbation du président Trump. Les perspectives d'une ouverture complète du détroit ont également apaisé les préoccupations générales liées à l'inflation, ce qui a soutenu une remontée des actions et des obligations. Les participants de l'industrie du transport maritime ont indiqué qu'une période prolongée de stabilité pourrait être nécessaire pour rétablir entièrement les chaînes d'approvisionnement par le détroit d'Ormuz, ce qui laisse le rythme de la réouverture incertain. Au minimum, les États-Unis et l'Iran semblent déterminés à trouver une résolution à plus long terme. Des centaines de navires entièrement chargés sont prêts à partir une fois que l'autorisation est donnée. **À moins d'un renversement important des progrès réalisés à la table de négociation, le pire de l'inflation liée aux prix du carburant est probablement derrière nous.**

Baisse des attentes de réduction des taux de la Banque du Canada – Les marchés des titres à revenu fixe évoluent de façon presque identique aux prix du pétrole depuis le début du conflit. Cela signifie que les probabilités de hausses de taux selon les marchés étaient beaucoup plus élevées dans diverses économies, y compris les États-Unis et le Canada, jusqu'à présent. Le groupe Études économiques BMO croit qu'il est probable que les attentes de hausses de taux finissent par être entièrement effacées, du moins au Canada, si les prix du pétrole restent bas. Le PIB et le nombre d'heures travaillées ont tous deux chuté au cours de la dernière année, l'inflation de base est conforme à la cible de 2 % et l'incertitude entourant l'ACEUM persiste.

La semaine prochaine

Il y aura relativement peu de données publiées au cours de la semaine. La mesure de l'inflation privilégiée par la Fed, les DPC, sera analysée de près pour obtenir des indices sur les répercussions de l'inflation. En supposant la résolution des négociations de paix, tous les yeux seront rivés sur la possibilité d'une augmentation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et du retour des prix de l'énergie au niveau d'avant le conflit dans le monde.

Lundi 22 juin – Rien de prévu aux États-Unis | Rapports sur l'IPC et l'inflation au Canada

Mardi 23 juin – Indices des directeurs d'achats des secteurs des services et de la fabrication aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

Mercredi 24 juin – Ventes de maisons neuves et indicateurs économiques avancés aux États-Unis | Ventes du secteur manufacturier au Canada

Jeudi 25 juin – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, revenu et dépenses des particuliers et DPC aux États-Unis | Rémunération hebdomadaire moyenne au Canada

Vendredi 26 juin – Balances commerciales, stocks de détail et de gros et confiance des consommateurs aux États-Unis | Ventes de gros au Canada

Fiche des données au 17 juin 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 17 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 420	-0,1 %	9,0 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	26 022	0,5 %	12,3 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	51 493	0,6 %	8,0 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	5 112	-1,0 %	18,9 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	35 125	0,6 %	11,9 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 754	1,8 %	10,8 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	981	3,9 %	28,0 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,1 %	0,3 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,1 %	-0,1 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,1 %	0,6 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,1 %	1,8 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,2 %	0,9 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,1 %	1,7 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,1 %	1,3 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	1,7 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	17 juin 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,49 %	4,44 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,42 %	3,41 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,75 %	4,81 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,93 %	2,94 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,59 %	2,66 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 17 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	100,09	0,3 %	1,8 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,71 \$	-0,8 %	-2,7 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	64 369,21 \$	1,5 %	-26,6 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 256,93 \$	0,9 %	-1,4 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	76,79 \$	-9,5 %	33,7 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2500^{MD}** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance d'environ 2 500 sociétés à petite et moyenne capitalisation sur le marché boursier américain.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollars canadiens. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

ⁱ [In the Hybrid A.I.-Human Work Force, Who Will Actually Thrive? - The New York Times \(en anglais seulement\)](#)

ⁱⁱ [The K-Shaped Economy's Defining Statistic Has Some Problems - Bloomberg \(en anglais seulement\)](#)

ⁱⁱⁱ [The upper middle class is now the largest income group in the U.S., study finds - CBS News \(en anglais seulement\)](#)

^{iv} [Exclusive: South Korea labour minister calls on tech firms to share excess AI profits with suppliers, staff | Reuters \(en anglais seulement\)](#)

^v [Layoffs Tracker - All Tech and Startup Layoffs \(en anglais seulement\)](#)

^{vi} [Poll: Majority of voters say risks of AI outweigh the benefits \(en anglais seulement\)](#)